

DESCRIPTION DE LA DECLARATION		Référence dossier :
Déposée le 22/04/2024 - Affichée le 22/04/2024 Complétée le 06/05/2024		N° DP 38 249 24 1 0054
Par :	Madame DREINA Julie	
Demeurant à :	106 allée de Millepertuis 38330 Montbonnot-Saint-Martin	
Pour :	Modification des ouvertures en façade	
Sur un terrain sis :	106 allée de Millepertuis 38330 Montbonnot-Saint-Martin	

**Le Maire,**

Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montbonnot-Saint-Martin approuvé le 21 mars 2017, modifié le 12 février 2019, le 8 février 2022 et le 27 juin 2023,  
Vu le Plan d'Exposition aux Risques de la commune de Montbonnot-Saint-Martin approuvé le 27 janvier 1989,  
Vu le Plan de Prévention du Risque Inondation de l'Isère approuvé le 30 juillet 2007,  
Vu la déclaration préalable susvisée,  
Vu l'accord assorti de prescriptions de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Isère en date du 25 juin 2024,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Les travaux décrits dans la déclaration susvisée **peuvent être entrepris**, sous réserve des droits des tiers conformément aux éléments du dossier déposé en mairie.

Conformément à l'accord assorti de prescriptions de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Isère en date du 25 juin 2024, afin de garantir une bonne insertion du projet dans son environnement bâti et paysager, faisant actuellement la qualité des abords du Monument Historique, il conviendra de respecter les prescriptions suivantes:

- La teinte gris anthracite (RAL7016) ne correspond aux dispositions d'origine de la construction et ne correspond pas à la typologie du bâtiment. Par conséquent, elle n'est pas en harmonie avec l'ensemble de la façade et n'est pas adaptée. Il conviendra de revoir la teinte des menuiseries et de choisir un gris plus chaud (moins bleu) ou une teinte plus proche des volets. Les teintes blanches et les gris anthracites (RAL 7016) ne seront pas acceptés.

- Dans un souci de respect de l'existant, les nouveaux volets en bois reprendront le dessin des lames verticales des volets déjà en place (sans écharpe oblique (Z), cette disposition étant étrangère à l'architecture traditionnelle locale).

**Risques naturels :**

- Le terrain est situé en zone 4 "zone de sismicité moyenne" (décret n°2010-1255). Les règles de construction respecteront les prescriptions du décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et de l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal».

- La commune de Montbonnot-Saint-Martin est concernée par l'aléa retrait-gonflement des sols argileux (exposition faible et moyenne) ce qui peut entraîner des mesures constructives spécifiques, relevant de la responsabilité du maître d'ouvrage, afin d'éviter tous désordres notamment en ce qui concerne les bâtiments (cf. décret n°2019-495 du 22 mai 2019).

**ARTICLE 2** : La présente décision sera périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de ce jour, ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Fait à MONTBONNOT-SAINT-MARTIN, le 2 juillet 2024

  
Le Maire,  
Dominique BONNET

The image shows a blue circular official stamp of the Municipality of Montbonnot-Saint-Martin (Isère). The stamp contains the text 'Mairie de MONTBONNOT-SAINTE-MARTIN' and '(Isère)'. A black ink signature is written over the stamp.

*NOTA* : En application des articles L.424-7 et R.424-12 du Code de l'Urbanisme, la présente décision, accompagnée du dossier et des pièces d'instruction ayant servi à sa délivrance, qui a été transmise au Préfet de l'ISERE, le 2 juillet 2024 deviendra exécutoire dès réception par cette autorité.

#### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité** : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s).

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation** : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.